

# Propositions pour une économie juste et soutenable

*contribution au Sommet des Peuples*

Rio+20

Juin 2012

# Sommaire

PRÉSENTATION .....	3
1. Fondements d'une nouvelle économie orientée vers la satisfaction des besoins des êtres humains en respectant les systèmes naturels de la vie et de la planète.....	4
2. Affronter la tyrannie du capital financier et spéculatif .....	5
3. Organiser un nouveau système monétaire en articulant des monnaies multiples et en renforçant les piliers d'un échange solidaire, soutenable et démocratique .....	7
4. Réaliser la transition de la croissance illimitée vers une « décroissance différenciée » et une « croissance organique » .....	10
5. Ce n'est pas le marché mais la satisfaction des besoins qui doit régir la production et la consommation. L'urgence prioritaire est de réduire les inégalités et d'éradiquer la pauvreté.....	12
6. Il faut reconsidérer la relation entre les humains et la nature à partir d'une perspective de coopération.....	14
7. Il faut valoriser l'économie du soin car elle répond aux besoins humains vitaux et fondamentaux .....	15
8. Promouvoir et développer la sécurité et la souveraineté alimentaires .....	16
9. Formuler et promouvoir une économie des biens communs .....	18
10. Rendre possible la transition vers une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète.....	19
VERS LE SOMMET DES PEUPLES À RIO+20 .....	21

Ce **Cahier de propositions** a été préparé par Gustavo Marín avec le soutien de Germà Pelayo et les apports de Candido Grzybowski, Matthieu Calame, Jorge Romano et Paul Raskin en reprenant les présentations et le débat consacré à l'économie à l'occasion du séminaire organisé par Ibase, le Forum pour une nouvelle Gouvernance Mondiale (FnGM) et Euralat à Rio de Janeiro du 10 au 12 août 2011. Il a servi également comme texte de base du groupe Finances et économie équitable, durable et solidaire du Forum social thématique de Porto Alegre du 24 au 29 janvier 2012.

# PRÉSENTATION

La gravité de la crise environnementale actuelle est l'expression d'une crise plus profonde, une crise de civilisation du capitalisme moderne issue de la prédominance du marché dérégulé, la spéculation financière, la surconsommation débridée, la recherche constante de la croissance, l'injustice économique et la pauvreté du grand nombre. Face aux conséquences dévastatrices actuelles et prévisibles d'un ensemble de crises systématiques et récurrentes s'impose la nécessité urgente de changer en profondeur l'organisation économique et politique des sociétés actuelles et d'ouvrir la voie vers un monde soutenable, juste et solidaire.

L'urgence est claire : il ne s'agit pas seulement de sortir du capitalisme, mais il est en plus impératif de changer de modèle de civilisation. L'humanité est entrée dans une période prolongée de transition où le changement de civilisation n'est pas un recours rhétorique mais un défi historique auquel les peuples sont confrontés au 21<sup>e</sup> siècle. Pour cela, il faut commencer par dévoiler et démonter les mécanismes du modèle capitaliste dominant, régime basé sur l'appropriation et le contrôle privé de la production et de la consommation orientées vers la maximisation du profit. En même temps, il faut mettre en route les alternatives du changement. Mais quels seront les nouveaux modèles économiques du 21<sup>e</sup> siècle ? Quels nouveaux systèmes financiers, de production, de distribution ? Reposant sur quelles matrices énergétiques ? Il existe de nombreuses idées et expériences à l'échelle territoriale et régionale de la nouvelle économie requise. Il faut faire consister une vision qui articule la dimension locale avec la mondiale afin de renforcer les premiers pas de la nouvelle économie nécessaire aux peuples et à la planète.

Pour cela, il faut délégitimer les mythes de l'économie officielle et passer de l'économie néo-classique à l'économie politique, c'est-à-dire, à une nouvelle économie basée sur des idées, des concepts et des visions différents qui rendent compte de la complexité des processus en cours en cette période de transition. Il faut récupérer l'économie politique comme une science humaine, inexacte, et dépasser les mythes d'une supposée économie immanente aux lois immuables.

# 1.

---

## **Fondements d'une nouvelle économie orientée vers une digne satisfaction des besoins des êtres humains en respectant les systèmes naturels de la vie et de la planète**

Parmi les principes de cette nouvelle vision se trouvent le soin, la coopération, la solidarité, la participation, la satisfaction des besoins fondamentaux. Dans le nouveau modèle à construire il faut mettre l'accent prioritaire sur ses piliers fondamentaux : la dimension humaine, l'échelle du territoire et la proximité, le besoin de réduire la richesse pour diminuer la pauvreté, une redistribution juste, la coresponsabilité et l'éthique de l'égalité. Les expériences à échelle territoriale doivent et peuvent, bien entendu, nourrir le processus de transition. Cependant, plus on tardera à approuver les principes fondamentaux liés à la régulation et les politiques à grande échelle, plus on tardera à mettre en œuvre les propositions de changement à l'échelle mondiale et les conséquences sociales et environnementales en seront désastreuses. Il ne faut pas écarter de ce scénario le fait que les forces dominantes du système en vigueur œuvreront pour faire en sorte, au cas où on réussirait à avancer dans quelques réformes, que toute tentative de changement radical n'aboutisse qu'à une réforme purement cosmétique. En tout cas, les défis sont tellement énormes et décisifs que l'attitude la plus prudente consiste bien à les relever et les résoudre.

Les changements dans la sphère économique doivent aller de pair avec la transformation du système politique. Il faut avancer simultanément sur tous les fronts. Ainsi, l'articulation de la sphère économique avec la politique doit se nourrir des fondements éthiques d'une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète. Il s'agit d'un ensemble complexe et articulé entre les fondements éthiques, l'économie et la politique dans lequel chaque dimension dépend des autres et toutes se renforcent réciproquement.

Il y a trois aspects du modèle économique actuel qu'il faut affronter de manière urgente : la tyrannie du capital financier et spéculatif, l'instabilité du système monétaire concentré sur les monnaies des économies dominantes et l'irrationalité de la règle de la croissance illimitée comme critère de base du bien-être des sociétés.

## 2.

# Affronter la tyrannie du capital financier et spéculatif

Comment réguler le système financier qui se cache derrière le secret bancaire, les paradis fiscaux, la concentration du pouvoir en ploutocraties, en clubs fermés ?

Il est de plus en plus évident aujourd'hui que le capital financier est en train d'étrangler la société, de détruire les droits citoyens, les droits des salariés, des petites et moyennes entreprises croulant sous le poids de l'endettement. Devant la controverse et le débat publics générés par la crise financière ouverte en 2008, il est inadmissible que les dirigeants des institutions financières et des organismes d'État responsables de la crise n'aient pas été obligés d'assumer leur responsabilité civile ou pénale. Au contraire, on leur a offert de nouveaux postes de conseillers ou experts censés résoudre la crise qu'eux-mêmes ont provoquée !

Dans un tel contexte, avec le bourbier de l'économie des États-Unis, le risque d'enfoncement de l'économie européenne est de plus en plus grand. Une dégradation de la situation économique en Europe pourrait conduire à une nouvelle grande dépression mondiale et à une situation de chaos sans précédent aux conséquences imprévisibles. Face à cela, il ne suffit pas de sauver des banques, renflouer des dettes et développer des actions désespérées d'aide financière de la dernière heure. Cela ne sert qu'à retarder l'inévitable : la nécessité de transformer radicalement les règles du système financier avant que son engrenage dépressif n'en finisse avec les conquêtes sociales qui ont coûté la vie de millions de citoyens européens tout au long du siècle dernier.

*Les politiques pour la régulation du système financier sont déjà connues :*

- Supprimer une fois pour toutes les paradis fiscaux et en finir, une fois pour toutes aussi, avec le secret bancaire. Le talon d'Achilles du système bancaire, notamment suisse, réside dans un code qui occulte les comptes des spéculateurs et des trafiquants. Les comptes doivent être transparents et les noms et adresses de tous ceux qui dé-

posent de l'argent dans les banques doivent être déclarés dans les banques mêmes et dans les systèmes fiscaux des pays où les déposants sont censés payer des impôts.

- Taxer les échanges bancaires et financiers. Cette taxe (inspirée de la proposition de James Tobin en 1971... il y a déjà 40 ans), même modique, concentrée sur les opérations financières sans taxer les investissements, représentera une source considérable de ressources financières. On a réalisé de multiples calculs des ressources que cette mesure pourrait générer pour venir à bout des nécessités de réduire la pauvreté, permettre à des millions de personnes l'accès à l'eau potable, prévenir des maladies massives... Ce qui importe est que ces ressources soient administrées par une instance non bureaucratique où les organisations citoyennes puissent exprimer directement leurs besoins, exercer un contrôle sur l'allocation des ressources et veiller au bon fonctionnement des programmes financés.

- Cette relation entre la taxation des flux financiers et l'organisation transparente et démocratique des ressources obtenues met en relief la nécessaire articulation entre les mesures économiques et l'organisation sociale et politique d'une nouvelle économie. Pour le dire plus directement : il n'y aura rien à tirer de l'imposition d'une taxe sur les transactions financières si les ressources récoltées sont ensuite gérées par les banques elles-mêmes... ou par le FMI ! Il faut créer un nouvel organisme, une sorte de *Fonds Économique et Social Mondial* formé par un large collectif qui ne dépende pas des gouvernements les plus puissants mais d'un collègue élargi, constitué de gouvernements, salariés, organisations sociales et entrepreneurs, responsable de l'allocation des fonds financiers, définie de manière transparente.

- La banque peut être étatique, privée ou mixte. Ce qui importe est que les banques jouent le rôle de facilitateurs des échanges sans se transformer en agents créateurs de monnaie ou en véhicule d'opérations spéculatives. Pour cela, il faut limiter les prêts qu'elles pourraient accorder

au montant de leurs réserves afin d'empêcher qu'elles stimulent un engrenage spéculatif de création monétaire qui augmente sans bases solides les réserves réelles qu'elles détiennent. Dans ce contexte, il faut soutenir les réseaux de banques au niveau territorial et les systèmes de crédit coopératif par secteur socioprofessionnel et groupements de populations. Il est déjà prouvé que ce type de système financier à échelle humaine est efficace et répond mieux aux besoins de millions de citoyens et de familles des secteurs moyens et pauvres.

### 3.

---

## **Organiser un nouveau système monétaire en articulant des monnaies multiples et en renforçant les piliers d'un échange solidaire, soutenable et démocratique**

Proposer que les banques ne soient pas les organismes générateurs de monnaie pose forcément la question de la création monétaire et de l'articulation entre les différentes monnaies. Qui doit alors créer la monnaie ? Quels sont les rapports qu'il convient d'établir entre les monnaies ? Bien entendu, ces questions touchent au cœur des systèmes financiers et monétaires, mais en plus elles ouvrent les portes de la réflexion et invitent à des propositions capables de penser et changer radicalement les règles du jeu de l'économie dominante, permettant ainsi de mettre en route de nouveaux mécanismes orientés par la nouvelle économie nécessitée pour la soutenabilité de la vie et de la planète.

Dans ce contexte, les organismes créateurs de monnaie ne doivent pas être centralisés dans les banques centrales des économies dominantes. Il est nécessaire de faciliter une large variété de monnaies, régionales et sectorielles, qui existent déjà dans certains pays et régions et répondent mieux aux besoins spécifiques du commerce et des échanges. Les monnaies peuvent alors être créées par divers organismes publics, élus démocratiquement et qui fonctionnent avec des mécanismes transparents d'information et de prise de décision. De cette manière, les monnaies compteront sur la confiance indispensable des citoyens.

En outre, la diversité des monnaies ne doit pas uniquement refléter la diversité régionale, elle doit aussi correspondre aux diverses catégories de biens et de produits. Le modèle économique dominant a mis tous les biens et services dans le même sac en les uniformisant et en faisant du marché capitaliste le moyen exclusif et excluant de l'attribution de leur valeur. La réalité est

plus complexe et on ne peut pas la forcer à tenir dans le cadre réducteur du marché capitaliste qui, on le sait déjà, est contrôlé et manipulé par les pratiques et intérêts des groupes ploutocratiques et spéculateurs. Par ailleurs, ce marché capitaliste laissé à lui-même, cela est également déjà démontré, est non seulement source d'inégalités, mais est aussi incapable de répondre aux nouveaux défis de la régulation du changement climatique et de la soutenabilité de la vie et de la planète.

L'indispensable régulation du marché capitaliste doit alors s'accompagner de la promotion d'autres systèmes d'échange qui facilitent la circulation de biens et services qui n'entrent pas dans la logique du modèle dominant. Il y a des biens et services qu'il faut identifier à d'autres monnaies car tous les biens et services qui circulent dans la société ne sont pas de la même nature. Cela fait bien longtemps qu'économistes et philosophes, et le bon sens, ont identifié le fait qu'il ne faut pas appliquer la même mesure à tous les biens et services. On ne peut pas comparer produits durables et produits éphémères, services à utilisation privée et services publics, produits qui s'épuisent dans l'acte de leur consommation et biens qui s'amplifient quand ils sont mis au service des autres, comme ceux de l'économie du soin ou les apprentissages des connaissances partagées.

La diversité des monnaies en fonction des différents types de biens et services et en fonction des diverses régions du monde pose alors le problème épineux de l'échange des monnaies. Aujourd'hui, autour du dollar, qui reste la monnaie dominante, seules 2-3 monnaies se disputent l'hégémonie économique et politique : l'euro, le yen et de plus en plus le yuan. Les types d'échange

entre ces monnaies, entre elles et avec d'autres déjà existantes et avec les nouvelles monnaies qu'il est nécessaire de créer, est une question cruciale qui met en évidence la nécessité de construire une nouvelle gouvernance, une nouvelle régulation des échanges aux échelles locales, régionales, mais surtout au niveau mondial, car c'est là que se dispute le contrôle de l'économie et du monde en cette âge d'une mondialisation de plus en plus omniprésente.

Il est évident que les bases de cette nouvelle gouvernance doivent aller au-delà des limites du système en vigueur qui est entré dans une crise prolongée. Les systèmes financier et monétaire régulés par des accords entre quelques gouvernements du G20 avec l'intervention du FMI et les banques centrales des économies dominantes passent tout près du naufrage de manière cyclique et récurrente. La fragilité du système en vigueur est telle que les endettements des principales économies, des États-Unis et d'Europe, ébranlent même les bases des économies des puissances dites émergentes et entraînent le monde entier dans l'impasse des crises actuelles.

La disparité des régimes sociaux et économiques, et des structures de travail entre les divers pays et régions provoquent des différences de productivité entre les économies. Les salaires des travailleurs chinois, surtout ceux des ouvriers, sont impossibles à comparer avec ceux des Allemands, les systèmes de production dans les mines du nord de la Chine ou dans les usines du sud de l'Inde sont impossibles à comparer avec les usines de construction automobile des États-Unis. La monoculture du soja Round Up dans le Mato Grosso brésilien est bien plus compétitive que la polyculture agricole du Cantal en France. Il y a des exemples par milliers, mais les différences de productivité du travail sont énormes et conduisent à des disparités non seulement entre pays mais en leur sein. Puisqu'il est impossible de les homogénéiser, l'uniformisation à travers un marché capitaliste dérégulé mais contrôlé par les transnationales et les pratiques oligopolistiques est, de toutes évidence, non seulement inefficace mais en plus injuste. La question de la gouvernance de la régulation des types de change entre monnaies multiples, spécifiques à différents régimes économiques est alors le nœud gordien que nous devons démêler si nous voulons rendre viable la transition d'une économie capitaliste en crise vers de nouveaux systèmes économiques justes et efficaces.

La nouvelle gouvernance des systèmes financiers et monétaires doit reposer sur des piliers démocratiques, soutenables et solidaires. Il ne s'agit pas ici d'une question purement éthique. Elle l'est, bien sûr, puisque l'économie juste, solidaire et soutenable est basée sur des fondements éthiques capables de soutenir la vie et la planète.

Mais ces piliers sont en outre efficaces car ils sont capables de répondre aux crises financières et monétaires car ils permettent d'éviter les pratiques de dumping en toutes formes (monétaire, fiscal, social, écologique) qui provoquent des déséquilibres qui à leur tour affectent les conditions de vie des secteurs populaires et divisent les travailleurs des différents pays et régions.

C'est pour cela qu'une nouvelle économie nécessite une sorte de *Fonds Monétaire Solidaire*, formé démocratiquement de tous les acteurs directement impliqués : pas seulement les gouvernements, mais aussi les syndicats, les organisations d'entreprises, les réseaux de l'économie solidaire, les coopératives et autres groupements populaires et paysans... Une telle autorité sera capable de réguler les fluctuations de change en tous genres et d'éviter les disparités qui en plus de provoquer des déséquilibres sociaux et économiques, nuisent à l'indispensable solidarité entre tous les acteurs de l'économie, surtout entre les travailleurs.

C'est pour cela, aussi, qu'il faut remodeler le système d'endettement en annulant toutes les dettes provoquées par des activités spéculatives et en favorisant des modalités d'échéances et d'intérêts qui ne bloquent pas la capacité de développement économique de beaucoup de pays, ni fassent porter aux fonctionnaires publiques, aux travailleurs et aux secteurs les plus pauvres la lourde charge de cet endettement illégitime. Le poids de cet endettement devient insupportable quand on demande en même temps d'énormes efforts aux secteurs pauvres et aux classes moyennes appauvries, qui assument la responsabilité de contribuer avec leur travail et leurs ressources limitées à générer les ressources financières locales indispensables pour les politiques d'éducation, de santé, de logement et autres besoins sociétaux.

Enfin, bien que cette proposition puisse être la première dans ce domaine, il y a une question de justice historique qui est la revendication légitime des peuples des pays du Sud, surtout des plus pauvres, d'inverser la logique de l'endettement en réclamant le paiement de la dette que les puissances qui ont mené l'expansion du capitalisme depuis l'Europe et les États-Unis ont contracté au fil des siècles en exploitant les richesses, en soumettant les peuples et en provoquant des migrations forcées et l'esclavage. Cette dette contractée par les puissances expansionnistes contient des dimensions non seulement économiques mais aussi écologiques, tellement ont été énormes les dégâts de la nature et tellement a été importante l'exploitation des biens agricoles, miniers et de l'océan qui abondent dans les régions du sud de la planète. Dans ce contexte, la dite aide au développement que les pays riches doivent accorder au pays pauvres doit augmenter, et non diminuer comme



cela se passe depuis plusieurs années. Dans le fond, il ne s'agit pas vraiment d'une aide mais d'une réparation morale et financière élémentaire que les gouvernements des pays riches doivent respecter. Ainsi, les programmes d'aide que mettent en œuvre les pays émergents ne doivent pas imposer de nouvelles relations de dépendance qui reproduisent les mécanismes propres aux logiques impérialistes des puissances dominantes.

## 4.

# Réaliser la transition de la croissance illimitée vers une « décroissance différenciée » et une « croissance organique »

C'est toujours la croissance illimitée qui constitue la référence fondamentale du modèle actuel. C'est toujours le PIB qui sert à mesurer l'économie officielle mondiale à la place d'autres indicateurs plus dignes de foi pour ce qui concerne le bien-être humain et qui montrent déjà leur fiabilité. Il faut dépasser cette « culture » de croissance imparable ainsi que le fétiche technologique au service de l'accumulation et la consommation débridées. Les externalités écologiques et sociales, toujours ignorées par ce modèle, ont déjà atteint des niveaux dangereusement insoutenables, de non retour pour ce qui concerne l'impact environnemental et d'explosion sociale violente et incontrôlée dans les sociétés. En outre, l'émergence des nouvelles technologies et la délocalisation des forces de production ont transformé les relations entre le capital et le travail et dégradé les conditions économiques et sociales du plus grand nombre.

Parmi les fausses alternatives on postule la croyance que la géo-ingénierie, la nanotechnologie et autres avatars technologiques pourraient non seulement réduire les impacts sur l'environnement mais aussi résoudre les problèmes par des moyens techniques. Depuis des temps immémoriaux les alchimistes et plus récemment quelques scientifiques croient que la solution se trouve dans la domination, et la manipulation de la nature et de l'espèce humaine. Ces scientifiques et ingénieurs, intimement liés à des transnationales de l'alimentation, de la pharmaceutique, du transport et de l'énergie conduisent des recherches et soutiennent des projets qui constituent un danger car il a déjà été démontré que ces processus et ces produits provoquent des effets nocifs et irréparables dans la vie et dans les écosystèmes.

Il ne s'agit évidemment pas de rejeter l'innovation technologique. Les nouveaux produits et les nouvelles tech-

nologies sont nécessaires. L'ennui est que si on les laisse dans les mains de cercles pseudo-scientifiques et qu'on laisse les transnationales les utiliser sans contrôle, ces produits et technologies ne feront qu'aggraver les problèmes. Une nouvelle gouvernance de l'innovation scientifique est par conséquent indispensable, ainsi qu'une régulation transparente des moyens financiers et des projets de recherche, autant les privés que les publics.

D'un autre côté, des théories sont apparues qui postulent la décroissance et la prospérité sans croissance. Mais une décroissance généralisée n'est pas viable et nécessite d'être adaptée à chaque cas. Il est inacceptable, pour de vastes secteurs dans les pays et les régions pauvres souffrant de carences extrêmes, de poser la décroissance comme voie à suivre. Limiter la consommation de ceux qui n'en jouissent pas après que d'autres en aient joui, et de loin, n'est ni juste ni viable. Il ne s'agit pas, cependant, de promouvoir une « revanche » des peuples du Sud contre les riches du Nord pour réussir à atteindre les niveaux de richesse des pays dits développés. Cette tendance est en effet présente dans les imaginaires des secteurs moyens et pauvres des pays du Sud, véhiculée par la publicité qui fait la promotion du mode de vie des classes aisées comme modèle de bien-être. Mais si elle rend encore plus graves les problèmes écologiques et sociaux, elle est aussi de plus en plus remise en question. On ne peut plus cacher que les secteurs appauvris et vivant dans des conditions précaires dans les pays du Nord sont de plus en plus nombreux, ce qui dévoile encore davantage les inégalités et les limites inhérentes au modèle dominant.

À la place d'une décroissance, il faut plutôt réglementer où et comment l'on croît, avancer dans une « décroissance différenciée ou sélective » selon laquelle certaines

régions ou pays peuvent encore croître, en évitant au maximum possible les effets pernicious du modèle de production et de consommation actuel, le temps de résoudre les urgences de leurs populations. La décroissance différenciée nécessite de nouvelles normes, elles-mêmes différenciées. Le PIB ne sert plus, même pas un « PIB élargi ». À sa place, on peut proposer les dites « 3P » (production, personnes, planète) comme domaines générateurs d'indicateurs complexes qui valorisent une croissance organique, à échelle humaine, où la production, la consommation, la distribution respectent les besoins des personnes et de la planète grâce à une économie juste et soutenable. Ce n'est qu'en se plaçant dans cette perspective que l'on peut poser une décroissance rapide du carbone, avec des compensations variables selon le coût social et humain en fonction des différences régionales et du niveau de richesse des pays.

On peut alors parler d'une « croissance organique », adaptée aux besoins des sociétés, qui à leur tour doivent s'adapter aux possibilités de l'environnement dans lequel elles vivent. Dans ce domaine, la mesure de l'« empreinte écologique » constitue un instrument parmi d'autres pour calculer et gérer la croissance ou la décroissance qualitative telle que proposée.

Mais qui sera en charge de réguler cette croissance différenciée ? Sans une nouvelle gouvernance mondiale, la tâche est difficile pour ne pas dire impossible. C'est pour cela qu'une nouvelle architecture du pouvoir au niveau mondial – basée sur la reconnaissance de l'interdépendance des peuples entre eux et avec la planète – est indispensable pour freiner le casino spéculatif actuel et les modèles de croissance qui nous conduisent au précipice.

## 5.

---

# **Ce n'est pas le marché mais la satisfaction des besoins qui doit régir la production et la consommation. L'urgence prioritaire est de réduire les inégalités et d'éradiquer la pauvreté**

Au moment où l'on repense la production et la consommation, on ne peut pas se montrer indifférent au fait que 1,2 milliards d'êtres humains vivent avec moins d'un dollar par jour et 1,8 milliards de plus avec moins de deux dollars par jour. Dans un tel contexte, affirmer que le récent essor des pays dits émergents est un moyen de redistribution géographique des ressources mondiales est un argument incohérent, puisque en réalité cet essor ne réussit pas davantage à résoudre le problème d'inégalités croissantes où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, dans tous les pays, et surtout dans les pays émergents. La misère qui sévit non seulement dans de vastes régions rurales mais aussi dans les grandes villes de Chine, d'Inde, d'Afrique du Sud et du Brésil, par exemple, est une réalité que l'on ne peut pas cacher derrière les vitrines et les quartiers d'une classe moyenne et riche dans les villes fragmentées tant par l'urbanisme que socialement.

L'économie actuelle est basée sur la croyance qu'il faut d'abord accumuler pour ensuite distribuer. Il s'agit d'une supercherie qui ne résiste pas à la réalité tenace d'une inégalité croissante. Il a déjà été démontré que les théories dites du « trickle down » selon lesquelles les bénéfices économiques finissent toujours par se diffuser ne sont rien d'autre que des idéologies profondément injustes. Le résultat en est des niveaux de pauvreté très élevés pour le grand nombre et une accumulation individuelle pour une minorité. Il faut en finir aussi avec la croyance selon laquelle la croissance génère automatiquement bien-être et bonheur, en fermant les yeux sur le coût écologique et social que les sociétés paient en conséquence. Il faut intégrer les passifs environnementaux dans les comptabilités publiques et privées. La

croissance à n'importe quel prix, même lorsqu'il revêt des couleurs écologiques, n'est plus un modèle viable.

Il faut réguler les processus de production selon des critères de soutenabilité écologique et sociale. Cette vue d'ensemble, complexe, en dirigeant l'attention sur les rapports entre les diverses dimensions économiques et productives permettra d'éviter les processus de production et technologiques tels que la substitution des combustibles fossiles par la biomasse, par exemple, qui en prétendant répondre au remplacement nécessaire des combustibles polluants par des produits moins nocifs provoquent des déséquilibres profonds dans les systèmes agricoles et alimentaires.

Pour ce qui concerne la consommation, il faut rejeter l'idéologie que en fait, avec celle de la croissance de la production, le modèle de développement unique et prédominant et le moyen indispensable d'inclusion et de cohésion sociale. Il faut mettre radicalement en question le mode de vie qui fait de la surconsommation le moyen de réalisation individuelle. La publicité qui en fait la promotion ne fait pas que constituer une activité lucrative irresponsable, elle attaque aussi la dignité des personnes. Ce qui devient indispensable est de construire un nouveau mode de vie basé sur la notion du « bien vivre ». Il ne s'agit pas de revenir à un passé bucolique inexistant. Mais cela implique un changement individuel profond du sens que l'on donne à la vie, de ce qui rend, soi et ses êtres chers, heureux. De plus, cela implique des changements économiques et sociaux considérables dans les systèmes de travail, du temps consacré au travail, des impacts sur les systèmes de retraite et de santé.

Dans ce contexte il faut également dénoncer les méthodes d'obsolescence programmée qui réduisent de plus en plus la durée de vie utile des marchandises et exiger une information obligatoire sur la durée des produits. Enfin, sans clore cette énumération, il faut diminuer la croissance de la consommation superflue ou de luxe et promouvoir à la place une consommation pondérée de biens de qualité, élégants, propres à un mode de vie agréable mais qui respectent les personnes et la planète.

La substitution de l'économie actuelle par une nouvelle économie ne sera possible que par un processus progressif de multiplication et d'articulation d'initiatives à échelle humaine, territoriale.

Parmi les propositions qui renforcent cette tendance, basées sur des expériences qui existent déjà, il y a par exemple :

- a valorisation et l'articulation des initiatives qui visent une autre économie, les expériences d'économie alternative, sociale, solidaire, qui se développent déjà sur tous les continents et où le facteur économique est subordonné aux dimensions environnementales et sociales ; on compte ici sur de riches expériences, non seulement au niveau local mais aussi international, qui illustrent la nouvelle économie nécessaire ; les fonds éthiques, les avancées dans certaines lois de protection sociale, les programmes de salaires de base ou autres formes de rémunération en échange de travaux organisés de manière communautaire, les réseaux de commerce équitable, etc., non seulement répondent aux besoins des populations concernées, mais constituent, en plus, des systèmes économiques qui impliquent des milliers de personnes et indiquent qu'une autre économie est possible, car elle est déjà en cours ;
- la mise en pratique de formes de production à échelle locale avec des technologies soutenables et organiques qui ne soient pas restreintes par un régime de propriété intellectuelle qui dépouille les populations locales de leurs savoirs ancestraux et de leur propre capacité d'innovation.

Il est ainsi nécessaire d'aller au-delà de la dimension territoriale et locale. Il est évident que d'autres acteurs, en plus des États, jouent un rôle important dans l'économie mondialisée. Les réseaux internationaux de la société civile et des mouvements sociaux, ainsi que les entreprises qui respectent l'environnement et les droits des travailleurs sont désormais indispensables. Les forums « multi-stakeholders », qui regroupent l'ensemble des acteurs d'un secteur d'activité ou d'un domaine, représentent une innovation prometteuse. L'avantage de penser à cette structure est qu'elle permet de dépasser le cadre purement territorial. Elle renforce le soubasse-

ment territorial des acteurs, travailleurs, entrepreneurs, responsables des collectivités locales, mais en se positionnant à l'intérieur du cadre général du secteur d'activité à travers les territoires, puisqu'elle met au premier plan les acteurs, où qu'ils se trouvent, depuis la localité jusqu'au réseau mondial. Mais dans ce contexte les forums multi-stakeholders ne doivent pas être une instance de légitimation du pouvoir des transnationales. Il faut inventer et construire des structures qui articulent les institutions et les organisations du local au mondial où l'on pourrait effectivement contrôler le pouvoir des transnationales.

## 6.

---

# Il faut reconsidérer la relation entre les humains et la nature à partir d'une perspective de coopération

Un des paradigmes les plus pervers sur lequel s'est construite la modernité est peut-être la conception de Bacon selon laquelle il faut torturer la nature pour en tirer ses secrets. Ce postulat est une aberration qui a causé des dégâts incommensurables à la vie et à la planète. Il faut ériger un nouveau paradigme de coexistence et de coopération de l'humanité avec la biosphère et l'élever à la catégorie de norme fondamentale dans le droit international, et développer à partir de là des objectifs et des agendas qui en soient issus pour atteindre un état de « coexistence équilibrée ». Il faut comprendre cet « équilibre » comme une situation d'adaptation réciproque permanente entre l'activité humaine et la biosphère, dans laquelle les deux resteront à leur tour des processus dynamiques en soi. Il ne s'agit donc pas d'une recherche illusoire d'une impossible situation statique de retour à un état idéal pré-moderne de la nature.

Dans ce contexte, prétendre moderniser la structure d'accumulation capitaliste et lui donner une nomenclature de couleur verte est un postulat pour le moins contradictoire. Le modèle officiel qui défend une « économie verte » n'est qu'une nouvelle forme idéologique de domination où l'on sacrifie la nature et le destin des populations les plus pauvres au nom d'un nouveau type de développement qui serait désormais justifié par l'action de certification d'une autorité « écologique ». La marque verte ne doit pas être un nouveau prétexte de domination économique dans un contexte de compétence où les grandes entreprises cherchent à imposer leur propre idée de la soutenabilité. Pour paraphraser le dicton populaire : « l'économie capitaliste, même habillée de vert, reste une économie capitaliste ». Il faut donc éviter de tomber dans le piège d'un discours qui prétend qu'une économie verte, où l'on met l'accent sur les technologies renouvelables, créerait des emplois verts, du transport vert, des logements verts. De toute évidence il ne s'agit pas d'une question de couleur. La nouvelle économie à

promouvoir doit être juste et soutenable.

Dans le cas précis de la certification de produits, il faut promouvoir des mécanismes qui soient le résultat d'un processus convenu entre les acteurs qui tiennent compte des questions sociales et environnementales. Dans de nombreux cas la certification des produits favorise les grandes entreprises transnationales et reste incompatible avec la réalité des besoins des paysans, travailleurs et consommateurs.

# 7.

---

## **Il faut valoriser l'économie du soin car elle répond aux besoins humains vitaux et fondamentaux**

Il faut changer la conception que l'on a sur le travail de production et de reproduction en le mesurant et en le réglementant. Pour cela, il faut déprivatiser l'économie familiale et rémunérer le travail domestique.

Il existe des expériences réussies de politiques liées à l'économie du soin, où les États, les organisations sociales et territoriales ont assumé une grande partie de l'infrastructure de la garde d'enfants, ont accordé des aides aux pères et aux mères pour la garde et ont encouragé les entreprises publiques et privées à octroyer des facilités aux travailleuses qui désirent concilier emploi et soin de la famille. On n'a pas pour autant atteint l'objectif de reconfigurer les rôles traditionnels.

L'économie du soin ne concerne pas que les enfants et les parents. Elle assume en plus des tâches essentielles de soin des personnes âgées, des handicapés, de ceux qui souffrent de maladies diverses et variées.

Une intégration complète de l'économie du soin dans l'élaboration des politiques économiques impliquerait de développer une longue liste de propositions, parmi lesquelles :

- l'incorporation et la valorisation du travail de soin de la famille non rémunéré dans les comptabilités nationales ;
- la provision publique de services pour la famille : l'augmentation et la directionnalité de la dépense dans la provision de services sociaux de soin et leur intégration dans un système de protection sociale inclusive ;
- une régulation publique très active des services de soin moyennant des mécanismes d'incitation et de contrôle de son fonctionnement pour éviter des pratiques oligopolistiques ;
- régulations dans le marché du travail : élargir les autorisations parentales des hommes, revoir et approfondir le caractère obligatoire de mettre en place des garderies dans les lieux de travail, promouvoir des politiques de conciliation travail-famille.

- sensibiliser à la répartition équitable des responsabilités du soin dans une optique de transformation culturelle ;
- donner aux personnes qui se consacrent aux tâches de soin les mêmes droits sociaux qu'aux autres.
- redessiner les institutions sociales de façon à ce qu'elles garantissent la sécurité socioéconomique des personnes, moyennant la provision publique de services d'emploi des femmes dans le domaine du soin, ou d'allocations pour celles qui réalisent déjà ces tâches.

# 8.

## Promouvoir et développer la sécurité et la souveraineté alimentaires

La sécurité alimentaire consiste à assurer qu'une alimentation correcte soit disponible en permanence à une communauté donnée. La souveraineté alimentaire est la capacité de prise de décisions de ces communautés (y compris les États eux-mêmes) pour ce qui concerne leur modèle alimentaire. Il ne s'agit évidemment pas de prétendre à une autarcie ni d'empêcher les indispensables échanges commerciaux, d'information et technologiques nécessaires entre différents territoires. Il s'agit de favoriser les liens de coopération et de complémentarité et de ne pas faire de ces différences un moyen d'exploitation et de domination.

Un des problèmes pressants est que les entreprises transnationales agroindustrielles et autres similaires interviennent dans les politiques publiques et dans le développement des territoires dans l'intention de poursuivre l'élargissement de leurs intérêts commerciaux en ignorant les coûts sociaux et écologiques de leurs stratégies expansionnistes. Il faut donc développer de nouvelles formes de contrôle et de régulation de l'action de ces entreprises sur les territoires.

Pour cela, tout d'abord, il est indispensable de réguler les prix des aliments dans le marché international. Il faut mettre en priorité la capacité des communautés à identifier leurs besoins et à gérer les ressources de leurs propres territoires pour satisfaire à ces besoins en amont des dynamiques mondiales dominantes poussées par une soif sans fin du gain. Il faut cela tant pour l'alimentation que pour les autres secteurs du commerce international qui se trouvent concentrés dans peu de mains.

Pour que la souveraineté alimentaire soit viable il est nécessaire de :

- déclarer l'alimentation comme droit humain fondamental, garanti par les constitutions de tous les pays et par le droit international ;
- mettre en œuvre des réformes agraires favorables aux populations paysannes sans terre, surtout les femmes et les peuples autochtones ;
- assurer la protection des minorités ethniques, des

peuples autochtones et des populations rurales ;

- arrêter les déplacements forcés, l'accaparement des terres et des eaux ;
- protéger les biens naturels, et avant tout la terre, l'eau, les graines et les récoltes ; assurer le droit de pratiquer une gestion soutenable des biens et de la conservation de la biodiversité ;
- pour cela il est indispensable de déprivatiser et démarchandiser les graines et les eaux, biens communs essentiels si l'on veut atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires ;
- réorganiser le commerce agroindustriel : mettre en priorité l'autosuffisance et la production pour la consommation nationale, face à la distorsion des prix due aux marchés internationaux ;
- favoriser la participation des paysans et des organisations sociales d'habitants urbains dans l'élaboration des politiques agricoles et alimentaires à tous les niveaux de décision, depuis les localités jusqu'aux négociations internationales ;
- valoriser et développer l'agriculture biologique, rejeter les transgéniques et les agrototoxiques, et préserver et renforcer la biodiversité ;
- créer une instance de régulation des stocks alimentaires ;
- renforcer la localisation et la territorialisation en produisant et en consommant dans des circuits intégrés, et en rapprochant la production de la consommation ; il s'agit également d'utiliser moins d'énergie et moins de ressources matérielles en produisant localement pour consommer localement en circuits courts ;
- comprendre cette relocalisation comme un processus qui diminue les impacts environnementaux sur la planète et invente de nouvelles formes de participation sociale et citoyenne, et non la confondre avec une relocalisation isolationniste qui s'oppose au fonctionnement des flux commerciaux, ce qui mettrait en difficulté la sécurité alimentaire entre les pays ;
- promouvoir la réorganisation des grandes entreprises pour les mettre au service de la population et non de ses actionnaires et propriétaires ; les entreprises transnationales peuvent jouer un rôle important étant donné



leur capacité de gestion mondialisée, mais il faut une régulation articulée avec les instances internationales, les États et les associations territoriales pour empêcher les pratiques oligopolistiques ou nocives pour les écosystèmes ;

- établir des codes de conduite obligatoires pour les transnationales et définir des contrats soutenables entre les États et ces entreprises avec des mécanismes transparents et de participation pour l'évaluation et le contrôle ;
- dans le cas de la certification des produits, trouver des accords qui tiennent compte des intérêts des agriculteurs, du gouvernement et des entreprises pour que les certificats cessent d'être une forme de domination des grandes entreprises sur les petites et moyennes entreprises et sur les organisations paysannes.

# 9.

---

## **Formuler et promouvoir une économie des biens communs**

L'économie néo-classique a privatisé une part importante des biens communs : l'eau, les graines, les communications, l'éducation, la connaissance, la culture, la santé... Il s'agit de biens qui doivent servir à assurer des services fondamentaux essentiels considérés comme publics ou d'intérêt public. Il faut par conséquent rejeter la privatisation de ces biens communs et d'autres biens communs. Mais il faut formuler légalement à échelle locale et mondiale la portée et les limites de l'intérêt public et l'inscrire dans le droit international et dans les constitutions nationales. Cela permettra le développement d'une économie des biens communs avec ses propres règles, différentes de celles du marché des biens privés.

Par exemple, il faut gérer le savoir comme bien commun non privatisable, en mettant les brevets au service collectif et en contrôlant les risques de leur utilisation. Les entreprises ou secteurs privés ne peuvent pas accaparer le processus de développement de la technologie étant donné qu'il s'agit d'une construction collective. Il faut considérer et traiter l'innovation comme un bien public et non comme la création et propriété d'une entreprise ou d'un scientifique en particulier car ni l'entreprise ni le scientifique n'est seul l'auteur de l'innovation, mais le résultat de l'expérience collective et du savoir accumulé par des communautés et des peuples.

# 10.

---

## **Rendre possible la transition vers une biocivilisation pour la soutenabilité de la vie et de la planète**

La crise provoquée par le caractère accéléré et sans doute irréversible de l'impact des activités humaines sur la nature nécessite des réponses collectives de la part des gouvernements et de l'ensemble des citoyens. La nature ignore les frontières politiques ou sociales et la dimension mondiale de cette crise annule l'effet de toute action initiée unilatéralement par des gouvernements ou institutions sectorielles, aussi puissants soient-ils les uns ou les autres. Le changement climatique, la pollution des océans et de l'atmosphère, les risques nucléaires et liés à la manipulation génétique, la réduction et l'extinction des ressources et de la biodiversité comptent parmi les diverses manifestations de cet impact accéléré et sans doute irréversible.

Les mesures existent pour faire face à ces graves problèmes. Peut-être une des particularités les plus absurdes de la situation actuelle est que non seulement les scientifiques, les responsables politiques, les dirigeants d'entreprise, de nombreuses organisations de la société civile sont conscients de la gravité de la situation, mais en plus ils connaissent ou comprennent les politiques économiques, technologiques et financières nécessaires pour rendre possible la transition vers un monde soutenable. Une autre particularité, toute aussi absurde, voire plus, est celle représentée par les dépenses militaires et le financement d'une militarisation en armes, technologie et appareils de guerre qui non seulement ne résolvent pas durablement les conflits, mais surtout font retomber sur la population les dégâts économiques, sociaux et psychologiques les plus profonds de la guerre et des conflits armés. Cela peut paraître stérile de l'affirmer, mais on n'affirmera jamais assez qu'avec les ressources destinées aux dépenses militaires on pourrait éviter la mort quotidienne de millions d'êtres humains et résoudre les problèmes urgents de santé, d'accès à

l'eau, à l'alimentation indispensable, à l'éducation de base de milliards d'habitants qui subsistent dans des conditions extrêmement précaires.

Un nouveau contrat social pour la soutenabilité de la vie et de la planète qui rassemble gouvernements, responsables de grandes entreprises, organisations de citoyens, communautés territoriales constitue une nécessité urgente. Cependant, la logique de la compétition et des blocs peut dresser des obstacles insurmontables et rendre la réalisation d'un tel contrat impossible. Devant ce scénario incertain, les organisations de la société civile, les réseaux et les mouvements sociaux ont la responsabilité d'avancer et de faire avancer des propositions pour affronter ces défis. Il est possible que dans cet effort ils soient soutenus par les gouvernements et les responsables de grandes entreprises et institutions multilatérales qui réussissent à dépasser les visions à court terme et excluantes.

En tout cas, on énumère aujourd'hui quelques pistes d'orientation de propositions pour la soutenabilité de la vie et de la planète :

L'axe de toute stratégie de décarbonisation conçue pour favoriser la soutenabilité doit se trouver, tout d'abord, dans l'extension massive des énergies renouvelables et de l'infrastructure dont elles ont besoin. En outre, pour que la transition énergétique des énergies fossiles vers les renouvelables soit efficace, il ne faut pas faire reposer tout l'effort sur la quantité de nouvelle énergie produite. Le changement des matrices énergétiques est un processus lent comportant des inerties technologiques, culturelles et institutionnelles. La soutenabilité ne peut réussir que si, en même temps, cet effort technologique est accompagné d'un changement progressif mais

profond du mode de vie de gaspillage, surtout dans les pays industrialisés et ceux récemment industrialisés, en permettant en même temps l'économie de l'énergie et l'efficacité énergétique.

Il est indispensable que ces pays qui projettent d'utiliser ou augmenter leur utilisation d'énergie nucléaire renoncent au plus vite à ces projets. Les risques des installations nucléaires sont déjà entièrement démontrés et l'on ne peut prétendre ignorer les problèmes, toujours pas résolus, liés au stockage final et le danger de prolifération incontrôlée. Il faut remplacer les installations existantes par des technologies renouvelables ou alors il faut simplement les fermer au plus tôt. De toute évidence, il ne faut pas compenser l'élimination graduelle mais accélérée de l'énergie nucléaire par une augmentation de l'énergie provenant de sources fossiles, notamment du charbon.

Il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques publiques qui incitent à investir dans les industries, les technologies et la recherche de sources d'énergie renouvelable. Parallèlement, il faut supprimer les subventions accordées aux entreprises de production d'énergie fossile et il faut augmenter leur imposition. Les États peuvent utiliser leur pouvoir d'achat pour orienter les prix de manière à favoriser les entreprises de production d'énergie renouvelable au détriment de l'énergie basée sur des sources fossiles. En appui à ces mutations technologiques et industrielles, autant les États que les entreprises et les organisations de l'économie sociale et solidaire doivent mettre en œuvre les mécanismes de l'*écologie industrielle ou circulaire* qui favorisent les synergies entre processus de production. Ainsi, il est nécessaire de promouvoir de nouvelles entreprises qui offrent des services fonctionnels aux besoins de logement, de transport, de communication et autres, mais qui n'impliquent pas des installations lourdes et favorisent une *économie de fonctionnalité* où l'accent est mis sur un service fluide et non sur des appareils ou infrastructures coûteuses.

Cette articulation industrielle, technologique, institutionnelle doit se développer dans un espace élargi selon une reconfiguration transnationale des territoires qui corresponde aux nouvelles matrices énergétiques renouvelables, où l'essentiel est l'articulation entre les diverses sources, qui nécessitent un système intégré d'approvisionnement en énergie éolienne, photovoltaïque, solaire, thermique, marémotrice, de biomasse... où le « territoire énergétique », pour lui donner un nom, s'étend largement au-delà des frontières.

La protection du climat est une condition vitale fondamentale pour rendre la soutenabilité possible. C'est pour cela qu'il faut fixer dès maintenant les objectifs de

décarbonisation mondiale et les atteindre avant la fin de cette deuxième décennie. Un monde soutenable ne sera possible qu'avec de nouvelles matrices énergétiques et avec la protection du climat. Il est essentiel en plus de prendre particulièrement soin de la vie des systèmes, qui comportent également d'autres biens naturels tels que sol fertile et diversité biologique.

Cependant, il ne faut pas oublier le fait qu'une réduction drastique et accélérée des émissions de carbone ne peut réussir que s'il s'agit d'un objectif commun, appliqué simultanément dans beaucoup de régions du monde. Voilà le maillon faible de la chaîne. Ce ne sont ni les gouvernements, enfermés dans un système étatique délimité par des frontières et des intérêts qui ne correspondent pas aux dimensions des écosystèmes, ni les entreprises transnationales, absorbées par leurs stratégies spécifiques, qui pourront répondre aux défis de la transition énergétique, de la protection du climat et de la soutenabilité de la planète.

En tout cas, il est nécessaire d'insister sur la mise en œuvre dès maintenant de politiques énergétiques avec les objectifs suivants :

- Il faut arriver à mettre en place des systèmes énergétiques décarbonisés d'ici 2050 au plus tard. La demande mondiale en énergie finale ne doit pas augmenter et en tout cas ne doit pas augmenter à l'horizon 2050 au-delà des niveaux vitaux pour la vie et pour la planète. Ce défi est un impératif central. Sans tomber dans le catastrophisme, il y a déjà suffisamment de preuves scientifiques et empiriques qui démontrent que l'humanité a dépassé les limites de la viabilité physique des écosystèmes.
- Dans ce laps de temps, il faut mettre en priorité l'accès à l'énergie renouvelable pour plus de 3 milliards de personnes qui vivent actuellement en conditions de pauvreté énergétique.
- Il faut canaliser l'urbanisation accélérée vers des politiques urbaines soutenables.
- Il faut utiliser la terre et les ressources de la pêche dans des conditions compatibles avec la protection du climat, notamment la sylviculture et l'agriculture.
- En ce qui concerne l'utilisation de la terre, il faut freiner et contrôler son accaparement, il faut se concentrer sur un arrêt rapide de la déforestation et la dégradation des forêts, et développer une agriculture à faible intensité carbonique.
- Il faut soutenir la recherche dans les technologies soutenables et promouvoir le transfert international des technologies à faible intensité carbonique.
- Il faut fomentier une éducation respectueuse de la vie et de la planète, surtout chez les enfants et les jeunes, qui sont les porteurs de l'avenir et seront les habitants d'un monde soutenable.

# VERS LE SOMMET DES PEUPLES À RIO+20

En vue Rio+20 en juin 2012, il faut anticiper de manière cohérente des solutions qui soient des alternatives profondes et viables face aux postures officiels d'inaction, de rhétorique évasive ou de pari sur plus de technologies dites vertes. Il est indispensable d'élaborer des propositions concrètes y compris le comment, dans quels délais, de quelle manière, pour qui. Les pistes ouvertes dans ce document cherchent à contribuer à cet effort et à avancer des propositions spécifiques pour affronter et résoudre les défis du présent et de l'avenir.

Il est possible que certains gouvernements, plus ouverts aux demandes sociales, contribuent à mettre en œuvre certaines des propositions susmentionnées dans la recherche d'une nouvelle économie. Néanmoins, il est très peu probable que le système de négociations intergouvernementales prenne ces propositions en compte, et si l'une d'entre elles est malgré tout retenue, que ce même système soit capable de la mettre en œuvre. Depuis déjà plus de 20 ans des centaines de déclarations, d'accords, de protocoles, de conventions et d'autres moyens de déclaration ou juridiques sont publiés et signés sans affronter les défis ni répondre efficacement aux crises successives qui caractérisent la transition dans laquelle l'économie mondiale et les sociétés sont entrées en ces premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle.

La clef est alors de relier les réponses aux graves problèmes urgents de la conjoncture à court terme et les propositions à moyen terme, en maintenant en vigueur les principes qui orientent les transformations vers une économie juste, soutenable et solidaire à long terme.

[www.gouvernance-mondiale.org](http://www.gouvernance-mondiale.org)



Ce cahier est publié avec l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer

 Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme